

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21379 - 79ÈME ANNÉE

Publication de « Panorama de la pauvreté à La Réunion »

Lutte pour l'élimination de la pauvreté : toutes les données sont connues



La lutte pour l'élimination de la pauvreté reste encore la priorité à La Réunion, plus de 75 ans après l'abolition du statut colonial qui devait régler ce problème. « Panorama de la pauvreté à La Réunion » publié hier par l'INSEE confirme le fort taux de pauvreté subis par les Réunionnais et notamment les jeunes qui survivent majoritairement sous le seuil de pauvreté français. Avec cette étude, toutes les données sur le problème numéro un à La Réunion sont dans les mains des décideurs. Le développement permettra d'éliminer la pauvreté, n'ayons pas peur de nous moderniser !

Selon « Panorama de la pauvreté » publié ce 20 oc-

tobre par l'INSEE, la pauvreté est générale à La Réunion, avec quelques variations à la marge : « en 2020, 36 % des habitants de La Réunion vivent sous le seuil de pauvreté. La pauvreté est un peu plus élevée à l'est de l'île (43 % à la Cirest) et un peu moindre au nord et à l'ouest (32 % à la Cinor et au TCO) ». L'INSEE note une baisse du taux de pauvreté monétaire « -11 points entre 2007 et 2020, dont -5 points depuis 2015. »

**Sans l'aide sociale,
50 % de taux de pauvreté**

A cela s'ajoute les conséquences d'un coût de la vie très élevé, où à revenu égal en France, un pauvre a un pouvoir d'achat plus important. L'INSEE note également que « la population pauvre est fortement dépendante des prestations sociales, qui constituent la majorité de leurs revenus (57 %), devant les revenus d'activité (22 %). Sans les prestations sociales, le taux de pauvreté serait encore plus élevé (50 %) ».

L'étude de l'INSEE constate qu'en 2020, « 51 % des ménages de moins de 30 ans sont pauvres. Le taux de pauvreté diminue ensuite avec l'âge : la pauvreté concerne 29 % des ménages de 60 à 74 ans. Toutefois, aux âges les plus avancés, à 75 ans ou plus, la pauvreté monétaire reste élevée sur l'île (36 %), alors qu'elle est au plus bas dans l'Hexagone (France - NDLR) ». L'explication est dans le niveau des pensions parmi les plus faibles de la République. « Les familles monoparentales sont également touchées par la pauvreté à La Réunion (52 %). Le plus souvent, il s'agit de mères de famille élevant seules leur(s) enfant(s), ce qui conduit les femmes à être globalement plus touchées par la pauvreté ».

Les femmes et les moins de 30 ans les plus touchés

L'INSEE note une diminution du taux de pauvreté de 11 points entre 2007 et 2020. Mais depuis La Réunion a subi les effets de deux crises internationales : la COVID-19 et l'intensification de la guerre en Ukraine. L'impact de ces crises n'a pas favorisé l'activité économique à La Réunion. Ceci porte donc à croire que le taux de pauvreté s'est maintenu à un niveau voisin de 2020 pour le mieux.

Les femmes et les moins de 30 ans sont donc les plus touchés. La raison de cette pauvreté vient principalement de la pénurie d'emplois à La Réunion.

Dans notre île, le système économique peut se permettre de laisser la moitié de la population en dehors du droit à un travail durable. En effet, 17000 salariés dans les entreprises implantées dans la seule ville du Port suffisent à assurer 30% de l'activité économique d'un pays qui revendique un PIB annuel de plus de 20 milliards d'euros.

L'urgence de développer le pays

Or, le système en place à La Réunion n'est pas orienté vers le développement du pays. C'est ce que rappelle notamment une politique de dépendance énergétique : plus de 80 % de la consommation d'énergie est assurée par des importations venant de pays distants de plusieurs milliers de kilomètres de La Réunion, alors que les énergies renouvelables sont disponibles en abondance dans notre pays. Une politique d'autonomie énergétique créera mécaniquement de nombreux emplois à La Réunion. Ceci est un exemple parmi d'autres des gisements d'emplois qui existent dans notre île.

Mais pour les valoriser, il est nécessaire que les politiques publiques dans notre île soient en accord avec l'objectif de développer le pays. L'étude de l'INSEE donne aux décideurs toutes les données du problème le plus important à La Réunion.

La pauvreté n'est pas une fatalité. Elle peut être éliminée, c'est d'ailleurs le premier objectif de développement durable de l'ONU. Cet objectif a été atteint par la Chine avec 10 ans d'avance. Un pays dirigé par un Parti communiste a réussi à relever ce défi. Le développement permettra d'éliminer la pauvreté, n'ayons pas peur de nous moderniser !

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Aide à la recherche de personnes disparues, « Dalons de quartier » et « Educateurs de rue »

L'Afrique doit repenser la gestion de ses ressources naturelles

L'Afrique doit repenser la façon dont elle gère ses ressources naturelles afin d'éviter des conséquences socioéconomiques néfastes qui pourraient entraver son développement durable, ont déclaré des experts lors d'un webinaire organisé récemment par la Banque africaine de développement. La gestion durable des ressources naturelles en Afrique est essentielle pour réduire la dégradation de l'environnement et encourager l'adaptation aux changements climatiques

Le webinaire organisé par la Banque africaine de développement avec l'appui du Groupe international d'experts sur les ressources et le secrétariat du World Resource Forum a permis aux participants d'échanger sur les défis et les meilleures pratiques en matière d'évaluation des ressources naturelles. L'appel des experts a été lancé à quelques jours de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques de 2023 (COP28), prévue du 30 novembre au 12 décembre à Dubaï, aux Émirats arabes unis. Cette conférence sera un moment marquant où le monde évaluera les progrès réalisés dans le cadre de l'Accord de Paris.

La gestion durable des ressources naturelles en Afrique est essentielle pour réduire la dégradation de l'environnement et encourager l'adaptation aux changements climatiques.

Merlyn Van Voore, cheffe du secrétariat du Groupe international d'experts sur les ressources à Genève, en Suisse, a déclaré que le monde était aux prises avec le manque d'outils et de cadre appropriés pour assurer une gestion durable des ressources naturelles.

«Il y a des chevauchements entre la gestion des ressources naturelles et ce que cela signifie concernant le climat et l'agenda du développement durable», a-t-elle déclaré.

Elle a ajouté que la fabrication de produits électroniques nécessitait une attention particulière. Par exemple, la gestion du recyclage des téléphones portables en fin de vie nécessite l'implication de plusieurs acteurs, notamment les fabricants, les travailleurs et les entreprises du secteur extractif, les utilisateurs finaux et les fournisseurs de réseaux.

Crise de la nature

Vanessa Ushie, directrice par intérim du Centre africain de gestion des ressources naturelles et d'investissement de la Banque africaine de développement, a déclaré que l'Afrique et le monde sont confrontés à une crise de la nature.

Citant le rapport Perspectives économiques en Afrique 2023 de la Banque africaine de développement, Mme Ushie a déclaré que les ressources naturelles, notamment les énergies renouvelables et les services écosystémiques, génèrent environ 62 % du PIB de l'Afrique.

«La nature fournit des biens essentiels et des services vitaux, et il ne s'agit pas seulement de valeurs économiques, mais aussi de valeurs écologiques, biophysiques et environnementales. Faute d'apprécier pleinement ces services, nous avons tendance à sous-estimer la valeur du capital naturel», a expliqué Mme Ushie.

Rôle important dans la transition énergétique

Hans Bruyninckx, ancien directeur exécutif de l'Agence européenne pour l'environnement, a déclaré que la gestion durable des ressources devrait être renforcée en Afrique et dans les économies du monde entier.

«C'est important pour tous les habitants de la planète, étant donné la répartition profondément inégale des coûts et des bénéfices liés à la manière dont nous procédons aujourd'hui, en particulier dans le contexte africain», a-t-il indiqué.

Selon M. Bruyninckx, l'Afrique a été historiquement un exportateur de ressources, mais d'une manière profondément non durable. Il a ajouté qu'à l'avenir, le continent devrait jouer un rôle important dans la transition énergétique et les technologies de l'information sur lesquelles le monde s'appuie pour trouver des solutions intelligentes. Mais plus encore pour son développement social et le bien-être de ses populations.

Oté

**Ala ké ni roparl ankòr in kou la mizèr !
Kozé lé bon, mé fèr lé méyèr !**

Mézami wala ké ni koz ankòr in kou la mizèr issi La Rényon. Wala ké ni apèrsoi la mizèr i tounsh ankòr in rényoné dsu troi — donk lo tyèr noute bann konpatriyote.... Lé trist a dir mé néna in zanfan dsu dè i viv dann in famiye pov. Arzoute ankòr avèk sa toussa travayèr pov néna shé nou, é toute bann pti rotchètè apré inn vi d'travaye dan la mizèr mèm.

Donk so kou issi wala ké l'Insee i fé son lankète é ni apèrsoi néna touzour in kantité pôv shé nou, mèm in kantité d'moune mizèr é ké — final de konte — na poin dopi dé zané é dé zané in shanjman kalitatif. Zoué dsi bann nianss sé pou défor la vréité d'apré mwin.

Lé fassil pou konprande bann rényoné lé pa satisfé d'in sityassion konmsa sirtou kan ni koné kossa la sossyéité i ofèr bann pov in l'assistans pou rèst mizèr, osinonsa in dépar pou la Franss pou rottrouv laba lo batayon travayèr pov. Sak ni yèmré sé in solission épi in bon solission pa konm sak gouvèrnman i ofèr anou.

An plisské sa, an parmi nou rényoné, néna d'moune i panss la kantité d'moune i viv avèk bann z'avantaz sossio, an finn konte, sé in bann profiterè dann lo sistème. Mi koné pa zot, mé mwin sa i fé amwin in n'afèr kan mi antan :

Néna travaye mé néna bonpé paréssé ! I fé zanfan pou gingn zalokassion ! I okipe mèm pa son bann pti valal. Domaz nou mèm — antouléka — in bonpé d'moune i di épi i aksèpe k'i di dé shoz konmsa. Pars an pliss bann fo parol konmsa sa lé difizé a longuèr d'tan.

Mi arète ter-la mé mi oi ankòr in kou i sava kozé : kozé oui, mé fèr kanssa ?

A bon antandèr salu !

Justin